

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNEAL

silo de l'Orgibet
80200 Cléry-Sur-Somme

Références : -
Code AIOT : 0005102074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement UNEAL implanté silo de l'Orgibet 80200 Cléry-sur-Somme. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL
- silo de l'Orgibet 80200 Cléry-sur-Somme
- Code AIOT : 0005102074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement de la SCA UNEAL, située à Cléry sur Somme, consiste dans

l'exploitation de silos de stockage de céréales, de grains dont la capacité totale est de 64 395 m³. La SCA UNEAL bénéficie de l'antériorité pour ses installations de stockage de céréales de Cléry sur Somme, certificat d'antériorité du 28 novembre 2003. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
2	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
3	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 5	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 8	Sans objet
5	Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été constatée lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-

<p>529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées le 29/09/2025. Le rapport de vérification a été présenté, il est daté du 30/09/2025. Il fait état de 9 observations dont 1 récurrente. Le Q18 a également été présenté, il conclut sur le fait que l'installation électrique « <i>ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion</i> ». L'exploitant est en attente du devis d'un électricien qui est passé sur le site le 09/03 pour la levée de l'ensemble des observations.</p> <p>Le rapport relatif aux mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds a été présenté, il ne présente aucune observation. La vérification a été réalisé le 29/09/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à mieux formaliser le suivi des actions correctives mises en place suite à la vérification des installations électriques, afin d'éviter les observations récurrentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>[...]</p>
Constats :

Le cahier de ronde et la main courante relatifs au nettoyage ont été présentés. Les dates de nettoyage y apparaissent (exemple : le 06/03/2026, la tour cléry 1 a été nettoyée). La procédure de nettoyage a été présentée, elle indique la fréquence de nettoyage : 1 fois par an minimum et autant de fois que nécessaire.

Le nettoyage est réalisé par 2 aspirateurs mobiles (sur roulettes mais qui ne quittent pas la tour de travail). Ils n'interviennent donc jamais en zone ATEX du site. Cependant depuis 2020, un des deux aspirateurs (DG125) en place sur le site présente les caractéristiques ATEX. Les documents le justifiant ont été présentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

Constats :

2 employés sont habilités à signer les permis de feu. La procédure de réalisation des travaux, plan de prévention et permis de feu a été présentée. Le plan de prévention est complété pour toute intervention sur le site afin de gérer les co-activités. Quand il y a un « travail par points chauds », un permis feu est complété. Le formulaire de permis feu a été présenté, il rappelle toutes les mesures listées dans la prescription ci-dessus.

Exemple pour une intervention du 04/03 au 06/03/2026, le plan de prévention a été complété ainsi que le formulaire permis feu. La ronde 2 heures après la fin est bien notée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont équipés d'extincteurs en nombre suffisant et répartis judicieusement en nombre et en qualité. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. Le personnel permanent est entraîné [...] à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. [...]
Constats : La liste des extincteurs a été présentée, il sont au nombre de 22. Le rapport de vérification date du 05/08/2025. Les extincteurs sont mis en conformité au passage, ils sont tous en bon état. Un personnel permanent (responsable silo) a été formé le 23/11/2023 à l'application de ces procédures. La fréquence de formation est de 3 ans, elle est rappelée dans le plan de formation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2012, article 10		
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers, le matériel employé est défini comme suit :		
Silo 1A	Cellule 1	1 sonde à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 2	1 sonde à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 3	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 4	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 5	2 sondes à 3 niveaux

Silo 1A	Cellule 6	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 7	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1A	Cellule 8	2 sondes à 3 niveaux
Silo 1B	Cellule 9	12 sondes à 2 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 20	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 21	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 22	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 23	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 24	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 25	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 26	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 27	1 sonde à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 28	2 sondes à 3 niveaux
Silos 2A et 2B	Cellule 29	2 sondes à 3 niveaux
Silo 3A	Cellule 30	12 sondes à 2 niveaux
Silo 3B	Cellule 31	16 sondes à 2 niveaux
Silo 4	Cellule 40	22 sondes à 3 niveaux
Silo 5	Cellule 51	12 sondes à 2 niveaux
Silo 5	Cellule 52	12 sondes à 2 niveaux
Silo 5	Cellule 53	12 sondes à 2 niveaux
Silo 5	Cellule 54	12 sondes à 2 niveaux

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation

<p>de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sondes mesurent en continu les températures et les mesures sont visibles sur la supervision. Le relevé a été présenté pour la date du 16/03/2026.</p> <p>Les sondes de températures sont reliées à une alarme, le seuil prédéterminé à 30° (seuil de qualité). Le seuil de sécurité est à 70°, la procédure a été présentée.</p> <p>Tous les ans, en fin de campagne, l'exploitant réalise un test à vide des sondes (écart par rapport à la mesure de la sonde voisine) et si besoin fait intervenir un prestataire extérieur. La procédure de contrôle des sondes de températures a été présentée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que les noms des cellules sur site ne correspondaient pas à ce qui est écrit dans l'arrêté préfectoral du 17/12/2012. L'exploitant portera à la connaissance du préfet cette mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>